



N° 2 - Mars 2010

Panorama au 5 mars 2010

Éditorial

Des signes d'amélioration en janvier 2010 pour la suite de la campagne viticole

En janvier 2009, la baisse des prix à la production sur un an tend à se stabiliser. Malgré une contribution encore forte des vins à cette baisse, juste derrière les céréales, la suite de la campagne de commercialisation 2009/2010 paraît en voie d'amélioration. Les indicateurs des demandes intérieure et extérieure se redressent ces derniers mois.

En janvier, la baisse des prix sur un an ralentit encore pour tous les vins, mais moins nettement qu'en décembre 2009. Ces deux mois sont toutefois plus favorables, en particulier pour les vins avec indication géographique protégée (IGP) rouges et rosés. Pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP), le millésime 2009 revigore le marché et la chute des prix s'interrompt à partir de décembre, à l'exception des bordeaux et surtout des bourgognes pour lesquels le repli reste très marqué en janvier. Les exportations d'AOP s'annoncent aussi meilleures bien que le rattrapage du rythme moyen antérieur demeure encore incertain. Cette

campagne de commercialisation s'appuie sur de faibles disponibilités, légèrement plus importantes par rapport à l'année dernière pour les AOP et au contraire réduites pour les autres vins : la production de 2009 plus forte que la précédente reste néanmoins inférieure à la moyenne et le niveau des stocks est bas (*Marchés viticoles : des signes encourageants à confirmer, Viticulture n° 2010/106*).

Les prix des grandes cultures de janvier 2010 expliquent, avec ceux des vins, 50 % de la baisse des prix à la production par rapport à l'année précédente. Celle du blé tendre s'est accentuée sur les marchés qui ont réagi à l'accroissement des stocks mondiaux. L'orge reste la céréale la plus affectée et seuls les prix du maïs et des oléagineux dépassent le niveau de 2009 (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 3/10, mars 2010*).

En janvier comme les mois précédents, la baisse du coût des intrants est plus forte pour les grandes cultures béné-

ficiant de la baisse des prix des engrais que pour les cultures permanentes défavorisées par la hausse des prix des produits phytosanitaires. Le prix de l'énergie qui augmente régulièrement depuis début 2009, malgré la légère accalmie du deuxième trimestre, représente toujours un frein à la baisse du coût d'ensemble des intrants (*Infos rapides Moyens de production n° 3/10, mars 2010*).

Les emblavements français en grandes cultures progresseraient encore en 2010 et toujours au détriment des jachères, selon les déclarations des agriculteurs recueillies entre novembre et janvier. Le repli des surfaces le plus important concernerait l'orge et le maïs. En revanche, le blé tendre regagnerait les surfaces perdues en 2009 à la suite de difficultés de semis. Les oléagineux, notamment le tournesol, profitent du recul des surfaces céréalières. Après leur effondrement antérieur à 2009, les surfaces en protéagineux progressent grâce aux aides liées au bilan de santé de la Pac, la

reprise de 2009 se confirmant (*Les semis de blé et protéagineux progressent au détriment des autres céréales, Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/104, mars 2010*).

En janvier, les prix des légumes s'alignent pour l'ensemble sur le très haut niveau de 2009, tranchant comme en janvier 2009 sur les prix durablement bas des mois précédents. La hauteur des prix s'explique notamment par le froid rigoureux et les épisodes neigeux qui ont sévi début et fin janvier sur la France (*Infos rapides Climatologie n° 3/12, à paraître*). Sur l'ensemble de la campagne légumière 2009/2010, les chiffres d'affaires des producteurs de légumes seraient réduits par rapport à la campagne précédente, en raison de prix bas pour les uns et de productions limitées pour d'autres. Pourtant, la campagne de commercialisation 2009/2010 a commencé comme en 2008 sur un marché porteur pour les légumes dont la production commence en mai (*Infos rapides Carotte, Endive, Chicorée et Poireau*). Mais, à partir de l'été, les conditions de commercialisation se sont dégradées et le marché, tant intérieur qu'extérieur, a perdu son dynamisme initial et tiré les prix vers le bas (*2009/2010 : une campagne difficile pour tous les légumes d'hiver, Légumes n° 2010/105*).

Pour les fruits d'hiver au contraire, les prix de la poire et de la pomme se sont installés à un niveau très en deçà de ceux de 2009 depuis fin novembre alors que la saison des agrumes bat son plein. Leurs stocks suivent la même évolution que les mois précédents, soit un dépassement des stocks de pommes par rapport à l'année précédente et le ralentissement du déstockage pour les poires (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires n° 5/10, février 2010*).

Concernant les productions animales, la baisse sur un an des prix à la production décélère en janvier 2010 pour le bétail, à l'exception des broutards

charolais mieux côtés qu'en 2009, et aussi pour les volailles mais à un rythme moins vif. La décélération est très nette pour les porcins. Les abattements de bovins progressent en janvier 2010 par rapport à 2009, contrairement à ceux d'ovins et de porcs charcutiers. Ils sont soutenus, comme au second semestre, par les mises à la réforme des vaches laitières dans le contexte critique du prix du lait. En 2009 et pour l'ensemble du bétail, les productions diminuent par rapport à 2008 (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 2/11, février 2010*).

Quant aux volailles, les abattages progressent régulièrement depuis cinq mois pour le poulet. Pour la dinde, ils augmentent à nouveau en janvier après un repli chronique jusque fin 2009. En termes de bilan pour 2009, la production de volailles est inférieure à celle de 2008. Le bilan est toutefois contrasté, la production de poulet augmentant très légèrement après un début d'année un peu difficile. L'amélioration de la consommation de viandes de volailles se confirme en 2009. Les consommateurs se détournent en effet des viandes rouges, notamment de l'agneau, pour privilégier les viandes blanches de volailles et veau (*Infos rapides Aviculture n° 3/11, mars 2010*).

Sauf pour le poulet dont l'élevage s'amplifie, la production d'aliments composés pour animaux diminue en 2009 mais cette diminution ne constitue de fait qu'un retour à la normale, après les deux années 2006 et 2007 particulièrement propices à la demande. Alors que les prix des matières premières agricoles flambaient, la hausse des prix des aliments composés apparaissait alors modérée et les rendait plus attractifs pour les éleveurs que les aliments fabriqués à la ferme. Ils étaient d'autre part utilisés par les producteurs d'herbivores pour compenser les mauvais rendements en herbe des années 2005 et 2006. Après l'essor spectaculaire de 2007-

2008 pour doper une production de lait fortement valorisée, la demande d'aliments pour vaches laitières retrouve un niveau plus proche de la normale même s'il est encore soutenu (*Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet, Moyens de production n° 2010/107, mars 2010*).

En décembre 2009, la collecte laitière restait basse. Le gel du dispositif des allocations provisoires, la faiblesse du prix du lait et la baisse des effectifs de vaches laitières ont considérablement affaibli la reprise saisonnière de l'hiver (*Infos rapides Lait n° 2/11, février 2010*). À trois mois de la fin de la campagne, la France s'oriente vers une nouvelle sous-réalisation historique, contrairement à l'Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas susceptibles d'atteindre leurs quotas (*Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009, Lait n° 2009/92, octobre 2009*). Selon les sondages de FranceAgriMer, les livraisons françaises de lait de janvier, fortement perturbées par les mauvaises conditions climatiques, accuseraient un retrait par rapport à janvier 2009.

Sur l'ensemble de l'année 2009, l'excédent des échanges extérieurs français a nettement reculé. Ce recul a été accentué par une valorisation très défavorable des céréales, des vins et champagnes et des produits laitiers. Concentré pour les deux tiers sur le premier semestre, il s'est atténué au second du fait des produits transformés. Il s'inscrivait dans un contexte de baisse des échanges, la contraction des exportations étant deux fois plus vive que celle des importations. En janvier 2010, il se stabilise. Le déficit disparaît avec les pays tiers, gommant en grande partie la diminution de l'excédent avec l'Union européenne. Les produits bruts sont en repli mais les produits transformés se redressent (*Infos rapides Commerce extérieur agro-alimentaire nos 2/12, février 2010 et 3/12, mars 2010*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Les semis de blé et protéagineux progressent au détriment des autres céréales, <i>Céréales et oléoprotéagineux</i> | 5 | Hervé Schoen |
| 2009/2010 : une campagne difficile pour tous les légumes d'hiver, <i>Légumes</i> | 11 | Joëlle Fressignac |
| Marchés viticoles : des signes encourageants à confirmer, <i>Viticulture</i> | 17 | Pierre Carrelet |
| Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet, <i>Alimentation animale</i> | 21 | André Viguié |
| Organismes et abréviations | 25 | |
| Pour en savoir plus | 27 | |

Liste des Infos rapides parues

| | |
|--|--------------------------------|
| <i>Animaux de boucherie n° 2/11, février 2010</i> | <i>A. Egger, M.A. Lapuyade</i> |
| <i>Aviculture, n° 3/11, mars 2010</i> | <i>C. Pendariès</i> |
| <i>Carotte, n° 5/6, février 2010</i> | <i>J. Fressignac</i> |
| <i>Chicorée n° 4/5, février 2010</i> | <i>J. Fressignac</i> |
| <i>Climatologie, n° 2/12, février 2010</i> | <i>H. Schoen</i> |
| <i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 2/12, février 2010</i> | <i>H. Vigouroux</i> |
| <i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 3/12, mars 2010</i> | <i>H. Vigouroux</i> |
| <i>Endive, n° 3/5, février 2010</i> | <i>J. Fressignac</i> |
| <i>Grandes cultures et fourrages, n° 1/10, février 2010</i> | <i>H. Schoen</i> |
| <i>Lait, n° 2/11, février 2010</i> | <i>S. Cazeneuve</i> |
| <i>Laitue, n° 5/6, février 2010</i> | <i>J. Fressignac</i> |
| <i>Moyens de production, n° 3/10, mars 2010</i> | <i>L. Lefebvre, A. Viguié</i> |
| <i>Prix agricoles et alimentaires, n° 3/10, mars 2010</i> | <i>C. Deroin</i> |
| <i>Stocks Pommes-Poires, n° 5/10, février 2010</i> | <i>L. Bernadette</i> |

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléoprotéagineux mars n° 2010/104

[Retour éditorial](#)

Les semis de blé et protéagineux progressent au détriment des autres céréales

En 2010, les emblavements des céréales pourraient diminuer de 144 milliers d'hectares, soit une baisse de 1,5 % par rapport à 2009. Le plus important repli des surfaces concerne l'orge et le maïs. Toutefois, le blé tendre serait par contre en hausse de 5 %. Les oléagineux profiteraient en partie de ces disponibilités, avec les semis de tournesol qui progresseraient de 39 milliers d'hectares par rapport à 2009. De plus, après le redémarrage important des surfaces en 2009, la reprise se confirmerait en 2010 pour les protéagineux, grâce notamment aux nouvelles aides mises en place.

La jachère devrait continuer de reculer

L'année 2010 sera la troisième année de libération des jachères, à la suite de la décision de suspendre l'obligation de gel par la Commission européenne en 2008, puis de sa suppression à partir de la campagne 2008-2009. En 2008, première année de suspension de la jachère, 465 milliers d'hectares ont été libérés. Toutefois, les agriculteurs avaient été pris de court, surtout au moment des semis de colza fin août 2007 et, dans une moindre mesure, de ceux de blé et d'orge d'hiver. Ce sont finalement les cultures de printemps qui ont davantage profité de cette libération de terres.

En 2009, on observait une poursuite de la baisse de la jachère (- 7 % par rapport à 2008, soit - 54 milliers d'hectares). Les producteurs n'avaient pas laissé passer l'occasion pour le colza et l'orge, mais avaient été très gênés par les intempéries, notamment dans

le Sud-Ouest, pour le blé qui se sème à l'automne. Ce fut donc encore une année faste pour les cultures de printemps.

En 2010, ce mouvement de réduction de la jachère devrait se prolonger avec une diminution estimée de - 10 % par rapport à 2009, et de - 49 % par rapport à 2007. Dans toutes les régions, les jachères se réduiraient par rapport à 2009, pour un total proche de - 70

milliers d'hectares. La région Poitou-Charentes, au quatrième rang des régions en surfaces de jachères, est au premier rang, quant à l'importance de la jachère dans la superficie totale régionale. L'année 2010 semble enfin être une année favorable à l'installation de cultures d'hiver sur les terres libérées. Ainsi, le colza confirmerait son niveau, le blé retrouverait les surfaces perdues l'an dernier et l'orge baisserait, en raison notamment d'un prix défavorable. Dans les cultures de printemps, la relance des protéagineux interviendrait également. Finalement, le maïs ferait les frais de cette mise à niveau, le tournesol étant soutenu par un bon prix.

Prévisions de surfaces 2010

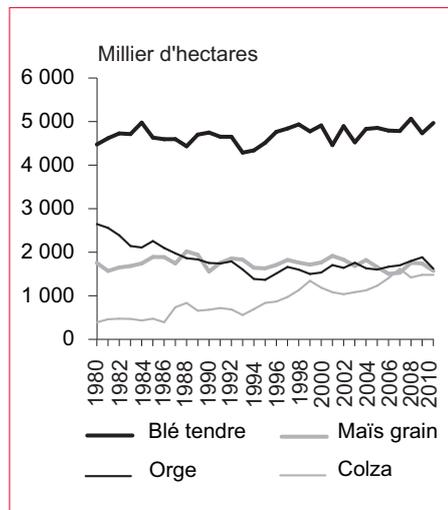
Les surfaces des cultures 2010 sont issues des déclarations des agriculteurs sur leurs intentions de semis dans l'enquête terres labourables 2009. Ces estimations ont permis de calculer des évolutions de surfaces (2010/2009) qui sont appliquées aux données de surfaces de la statistique agricole provisoire (SAP) de la campagne 2008-2009.

Le blé tendre serait la céréale dont les surfaces augmenteraient le plus fortement en 2010

Les surfaces en blé tendre croîtraient d'environ 235 milliers d'hectares, faisant suite à une baisse de 330 milliers d'hectares entre 2008 et 2009. L'emblavement total devrait ainsi

approcher cinq millions d'hectares, très voisin du record atteint en 2008. Il augmenterait de + 5 % par rapport à 2009. Cette augmentation devrait concerner toutes les régions françaises, excepté la Picardie, deuxième région productrice de blé tendre, dont les surfaces seraient en très légère baisse. Les semis de la région Centre, première région productrice de blé tendre seraient en augmentation de + 3 % et dépasseraient 700 milliers d'hectares.

La sole de blé tendre retrouverait un bon niveau



Sources : Agreste - SAA

Cependant, la Picardie se situe au premier rang des régions de la métropole pour la proportion de blé tendre, rapportée à la surface totale régionale.

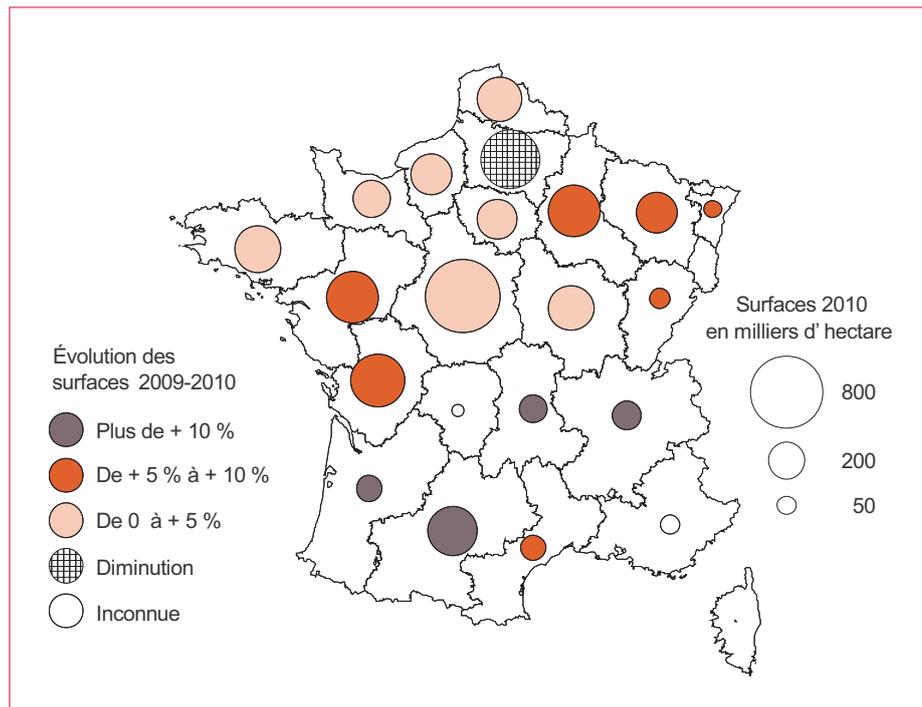
Toutefois, malgré la hausse de la sole française, la récolte de blé tendre pourrait diminuer au cours de la prochaine campagne. En effet, sur la base d'un rendement moyen, soit 71 q/ha, calculé sur les cinq dernières années, la récolte perdrait 0,9 million de tonnes (Mt) par rapport à la campagne 2008/2009. En effet, la baisse de 5 q/ha a un effet négatif plus important que l'effet positif dû au gain de surfaces. À l'inverse, sur la base d'un rendement élevé et inchangé de 76,5 q/ha obtenu lors de la campagne 2008/2009, l'augmentation des surfaces entraînerait un gain de 1,8 Mt. En se référant à cette dernière hypothèse, la production devancerait son ancien record de 2002, pour dépasser 38 Mt. Sur ce point, la récolte 2010 s'annonce plutôt bonne, si l'on considère l'état actuel des cultures, compte tenu d'un hivernage qui, jusqu'à présent, se passe dans de bonnes conditions. Toutefois, le potentiel global de rendement, actuellement correct, peut encore être affecté jusqu'à la moisson. En effet, des surprises météorologiques sont toujours possibles, comme

cela s'était passé lors de la campagne 2007/2008, avec un printemps et un été particulièrement pluvieux. Il faudra également surveiller au printemps les semis les plus tardifs, pour voir si les premières gelées de la mi-décembre ont pu avoir une incidence néfaste. Quelle que soit l'hypothèse retenue, la France garderait sa position de premier pays producteur de blé tendre de l'Union européenne (UE). En 2009, elle détenait 22 % des surfaces pour 27 % de la production de l'UE, l'Allemagne prenant la deuxième place avec 14 % des surfaces pour une part de la production avoisinant 19 %.

Par rapport à 2009, les surfaces d'orge baisseraient de 260 milliers d'hectares...

La sole d'orge devrait descendre à 1,6 million d'hectares. Après quatre années consécutives d'augmentation, elle diminuerait de 14 % par rapport à 2009, perdant ainsi 260 milliers d'hectares, avec une répartition à part égale entre l'orge d'hiver et l'orge de printemps. Les surfaces emblavées devraient être en baisse dans toutes les régions françaises. Les deux premières régions productrices d'orge, Champagne-Ardenne et Centre, représentent un tiers des emblavements d'orge. La sole diminuerait de 13 % en Champagne-Ardenne, et de 21 % dans le Centre.

Le blé profiterait de la baisse des autres cultures céréalières en 2010



Sources : Statistique annuelle agricole, Agreste

Après la récolte de la campagne 2008/2009 avoisinant 13 Mt, cette prévision de réduction de la sole d'orge entraînerait une baisse de 1,8 Mt, si le rendement se maintenait au même niveau record que celui obtenu lors de la campagne précédente, soit 68 q/ha. Cependant, sur la base du rendement moyen évalué à 64 q/ha, la production d'orge chuterait de 2,5 Mt, soit une récolte réduite de 20 % par rapport à la récolte précédente.

La France, l'Allemagne et l'Espagne sont les trois plus importants producteurs européens d'orge, et produisent à eux seuls plus de la moitié de la récolte d'orge de l'UE. En 2009, tout comme en 2008, la France est celui des trois pays ayant les surfaces les moins importantes, mais qui a obtenu les meilleurs rendements, ce qui le place en tête des producteurs d'orge,

avec 12 % des surfaces pour une part de la production avoisinant 19 %.

...et la sole de maïs grain perdrait 170 milliers d'hectares

La sole de maïs devrait redescendre à 1,5 million d'hectares, soit une baisse de 10 % par rapport à 2009. Les surfaces de maïs grain diminueraient dans toutes les principales régions productrices. Les quatre premières régions productrices de maïs grain – Aquitaine, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées et Alsace – représentent à elles seules la moitié de la production totale française. La région Midi-Pyrénées devrait subir une perte de surfaces moins importante que Poitou-Charentes, repassant ainsi au deuxième rang devant celle-ci, en termes de surface d'ensemencement de maïs grain.

Pour la campagne 2009/2010, la récolte de maïs grain pourrait diminuer de 1,6 Mt par rapport à la campagne précédente, sur la base d'un rendement moyen évalué à 90 q/ha. Si le rendement 2010 restait au même niveau qu'en 2009, cette baisse de récolte avoisinerait quand même 1,5 Mt, ce qui ferait passer la récolte de maïs grain sous la barre de 14 Mt.

Malgré cette baisse possible de la récolte, la production française devrait garder sa première place au sein des producteurs de maïs de l'Union européenne. En 2009, la récolte française représentait 26 % de la production totale de maïs grain, pour 21 % des surfaces, la Roumanie disposant de 14 % de la production, pour 27 % des surfaces.

Les surfaces des oléagineux devraient stagner

La sole de colza devrait rester au même niveau qu'en 2009, soit 1,5 million d'hectares, et se situer à + 3 % par rapport à la moyenne quinquennale 2005/2009. Toutefois cette relative stabilité des surfaces au niveau national, masque des variations interrégionales. Le Centre, première région productrice de colza, avec un peu plus d'un cinquième de la production nationale de colza, devrait voir ses surfaces diminuer de 2 %, alors qu'en Champagne-Ardenne et Bourgogne, deuxième et

La baisse des surfaces d'orge et de maïs prévue en 2010 est compensée par l'augmentation de la sole de blé et des protéagineux

| Cultures | Variation des surfaces en milliers d'hectares 2010/2009 | Évolution des surfaces en % 2010/2009 | Évolution des surfaces en % 2010/moyenne des cinq années précédentes |
|-------------------------------|---|---------------------------------------|--|
| Céréales | - 144 | - 1,5 | + 0,2 |
| Blé tendre | + 235 | + 5,0 | + 2,7 |
| Blé dur | + 79 | + 19,0 | + 13,3 |
| Orge | - 263 | - 13,9 | - 6,3 |
| Maïs | - 171 | - 9,8 | - 4,1 |
| Triticale | - 2 | - 0,7 | + 4,7 |
| Autre céréales | - 22 | - 7,1 | - 4,9 |
| Oléagineux | + 37 | + 1,6 | + 8,5 |
| Colza | - 0 | - 0,0 | + 3,4 |
| Tournesol | + 39 | + 5,3 | + 20,6 |
| Autres oléagineux | - 1 | - 2,4 | + 2,0 |
| Protéagineux | + 176 | + 87 | + 42,1 |
| Betteraves industrielles | + 0 | + 0 | - 0,5 |
| Pomme de Terre | - 8 | - 4,9 | - 2,1 |
| Maïs fourrage | - 30 | - 2,1 | + 1,9 |
| Total grandes cultures | + 31 | + 0,2 | + 2,4 |

| | | | |
|----------|------|-------|--------|
| Jachères | - 66 | - 9,7 | - 40,4 |
|----------|------|-------|--------|

Sources : Statistique annuelle agricole, Agreste, Enquête « Terres labourables »

Variation positive

troisième régions productrices de colza, les surfaces augmenteraient respectivement de 1 % et 6 %.

En 2009, la France était au premier rang des pays de l'Union européenne pour les emblavements de colza, à égalité avec l'Allemagne mais au second rang pour la récolte, en raison de rendements inférieurs.

Les semis de tournesol devraient dépasser 760 milliers d'hectares, augmentant ainsi de 39 milliers d'hectares en 2010, soit une hausse de 5 % par rapport à 2009, et de 21 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette augmentation répondrait ainsi à une demande soutenue. En 2009, la France se situait au troisième rang des pays de l'Union européenne pour les surfaces de tournesol, gagnant une place par rapport à 2008, mais se plaçait au premier rang pour la production grâce à son niveau de rendement élevé.

Les protéagineux profiteraient d'une relance des aides aux développements...

Les surfaces de protéagineux ont été divisées par quatre entre 1998

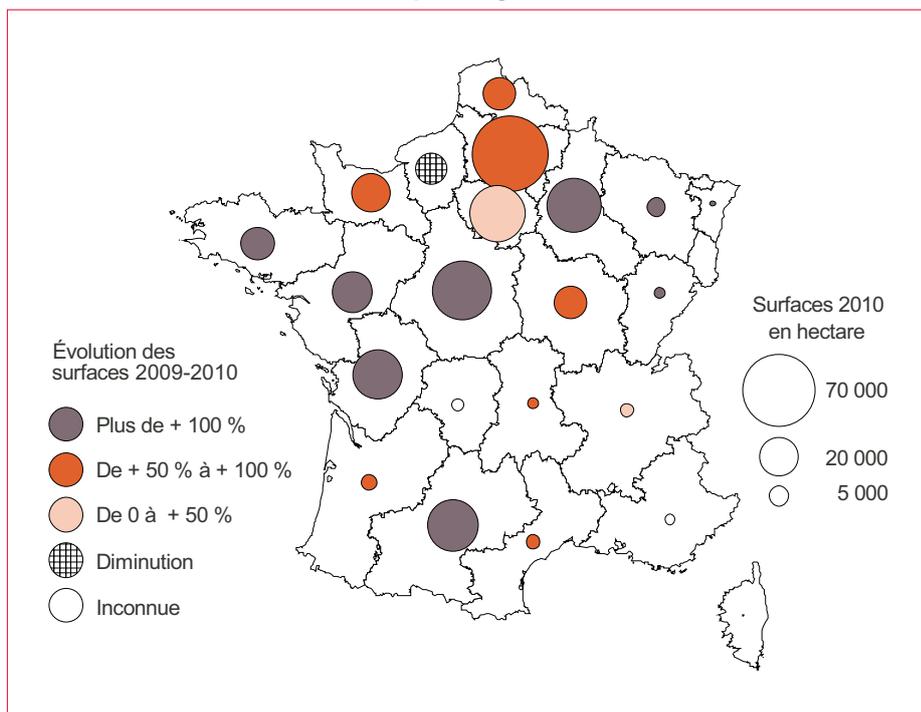
et 2008, le renversement de tendance constaté en 2009 devrait se prolonger en 2010. Les semis seraient supérieurs de 175 milliers d'hectares par rapport à l'année 2009. Soit une hausse de + 87 %, et pourraient atteindre en 2010 380 milliers d'hectares. En effet, les aides versées aux producteurs de protéagineux en 2010 étaient multipliées par quatre, à la suite d'un coup de pouce conjugué des politiques française et européenne. Ainsi, la sole de pois protéagineux augmenterait de 95 %, et celle de féveroles de 76 %. Ces prévisions de hausse des ensemencements placeraient, pour la première fois depuis de nombreuses années, le niveau de la sole des pois protéagineux à + 18 % par rapport à la moyenne quinquennale 2005-2009, et celui de la féverole à + 104 %. Les principales régions productrices de protéagineux voient leurs surfaces en augmentation, notamment pour la Picardie, première région de production, dont la sole serait en hausse de plus de 50 %.

La France est le premier producteur de protéagineux de l'Union européenne, et occupait 21 % des surfaces en 2009, pour 49 % de la récolte.

... et la sole de betterave industrielle marquerait le pas

En 2008, la sole de betterave industrielle avait perdu 44 milliers d'hectares (- 11 %) par rapport à la campagne précédente, suite à la réforme de l'organisation commune de marché (OCM) du sucre, dont l'objectif était de diminuer la production en Europe. En 2009, en raison de la poursuite du développement des débouchés pour la fabrication d'éthanol et l'industrie chimique, ainsi que d'une meilleure valorisation des betteraves hors quota, la sole avait dépassé 370 milliers d'hectares, soit une hausse de 23 milliers d'hectares (+ 7 %). Cette augmentation des surfaces avait concerné l'ensemble des régions françaises productrices. Pour 2010, la sole de betterave industrielle devrait marquer le pas, restant au même niveau qu'en 2009. La Picardie, première région productrice, diminuerait ses surfaces de 3 %, et concentrerait un tiers du total des ensemencements de betterave du territoire. La France est le premier producteur de betterave industrielle dans l'Union européenne, et occupait 23 % des surfaces en 2009, pour 32 % de la récolte.

En 2010, la sole des cultures de protéagineux serait en forte hausse



Sources : Statistique annuelle agricole, Agreste

En 2009, presque tous les rendements sont en hausse

| Cultures | Variation des rendements en q/ha 2009/moyenne des cinq années précédentes | Évolution des rendements en % 2009/moyenne des cinq années précédentes |
|--------------------------|---|--|
| Céréales | + 4,0 | + 5,7 |
| Blé tendre | + 5,3 | + 7,4 |
| Blé dur | + 2,9 | + 6,1 |
| Orge | + 4,8 | + 7,5 |
| Maïs | + 0,2 | + 0,2 |
| Triticale | + 4,9 | + 9,4 |
| Autre céréales | + 2,2 | + 4,9 |
| Oléagineux | + 3,1 | + 10,6 |
| Colza | + 5,2 | + 16,2 |
| Tournesol | - 0,4 | - 1,8 |
| Autres oléagineux | - 0,6 | - 2,4 |
| Protéagineux | + 5,9 | + 13,8 |
| Betteraves industrielles | + 112,7 | + 13,7 |
| Pomme de Terre | + 5,1 | + 1,2 |
| Maïs fourrage | + 3,4 | + 2,8 |

Source : Statistique annuelle agricole

□ Variation positive

Sources

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Statistique annuelle agricole (SAA)
- Revue spécialisée « Semences et Progrès »

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La sole de blé tendre augmente mais celle de colza se stabilise », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, février 2010
- « La sole de blé tendre augmente mais celle de colza est en retrait », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/10, décembre 2009
- « Rendements au rendez-vous pour les grandes cultures », Synthèse Grandes cultures – Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/89, octobre 2009
- « Cours des matières premières agricoles très sensibles aux équilibres de leurs bilans mondiaux et régionaux », Synthèse Grandes cultures – Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/90, octobre 2009
- « La baisse des semis de céréales profite aux autres grandes cultures », Synthèse Grandes cultures – Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/72, juin 2009
- « Suspension des jachères obligatoires et flambée des cours profitent au blé tendre », Synthèse Grandes cultures n° 2008/16, avril 2008

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèse mars n° 2010/105

[Retour éditorial](#)

2009/2010 : une campagne difficile pour tous les légumes d'hiver

Les légumes d'hiver, dont la campagne de production démarre en mai, bénéficient au tout début de la campagne de commercialisation d'un marché dynamique avec des prix d'un bon niveau sur la lancée de la campagne précédente. C'est le cas de la carotte, de l'endive, de la chicorée et du poireau. Mais, très vite, les conditions de commercialisation se compliquent pour l'ensemble des légumes d'hiver. En effet, depuis l'été, le manque de dynamisme installé tant sur le marché intérieur que sur le marché à l'exportation, tire les prix vers le bas. L'indicateur de chiffre d'affaires pour les producteurs devrait être en recul par rapport à l'an passé pour tous les produits. La baisse des prix pour certains, des productions limitées pour d'autres expliquent ce mauvais résultat d'ensemble. Toutefois, les prix élevés du mois de janvier s'ils devaient perdurer sur les derniers mois de campagne, pourraient limiter cette baisse.

Carotte : l'indicateur de chiffres d'affaires plombé par les prix

Après un début de commercialisation d'un bon niveau favorisé par des exportations dynamiques, l'activité se ralentit sur les marchés de la carotte. L'écoulement a été ensuite difficile et les prix ont chuté durablement avec l'augmentation des volumes disponibles depuis le début de campagne (+ 14 %). En effet, à l'augmentation de la production nationale de 5 % par rapport à la campagne précédente s'ajoutent les importations en augmentation

de près de 3 % sur les huit premiers mois de la campagne. Dans le même temps, les exportations sont en nette baisse (- 10 %). En conséquence, le solde des échanges est déficitaire à ce jour pour les dix premiers mois de campagne, à l'inverse des campagnes précédentes. La concurrence des autres pays producteurs est plus vive et nos clients deviennent peu à peu nos fournisseurs. La France exporte moins vers l'Espagne (- 40 %), l'ensemble Belgique - Luxembourg (- 23 %) et le Royaume-Uni (- 14 %). Mais elle importe davantage en provenance

d'Espagne (+ 12 %), du Royaume-Uni (+ 9 %) et d'Italie (+ 27 %). Par rapport à la moyenne quinquennale, cette hausse atteint 18 % et concerne les importations en provenance de la quasi-totalité des pays européens. Ces volumes en hausse face à une demande attentiste exercent une pression à la baisse sur les prix. Le retour à des niveaux de prix dans la moyenne des cinq dernières années se fera en fin de campagne. Les prix augmentent en janvier. En effet, les conditions climatiques viennent perturber les récoltes et les possibilités de livraisons. Au

final, à l'inverse de la campagne précédente, la hausse de la production ne suffit pas à compenser la chute des prix à la production (- 9 %) sur les dix premiers mois de la campagne de commercialisation. L'indicateur du chiffre d'affaires cumulé en février est inférieur de 5 % par rapport au bon niveau de celui de la campagne passée. Mais il est supérieur de 5 % par rapport à celui de la moyenne quinquennale sur cette même période.

Chou-fleur : l'indicateur de chiffre d'affaires plombé par une faible production

Les surfaces en chou-fleur sont en baisse de près de 3 % par rapport à la campagne précédente dans la continuité des dernières campagnes.

Avec 350 milliers de tonnes, la production nationale de chou-fleur est en retrait de 12 % par rapport à la campagne précédente. Depuis le début de la campagne, les volumes produits sont en recul de 20 %, les mois d'octobre et de décembre étant particulièrement affectés. La sécheresse du

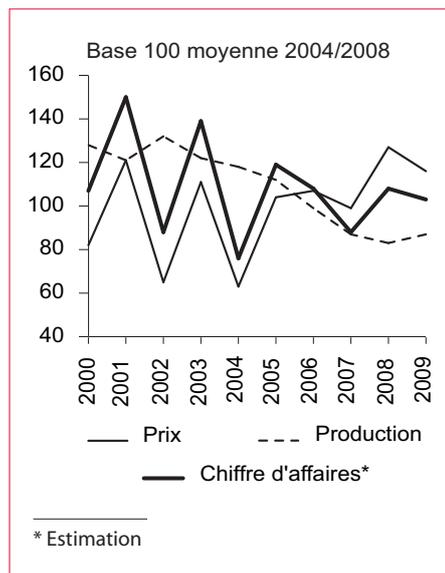
mois d'octobre à l'Ouest et le froid de décembre limitent la pousse du chou-fleur. Sur cette même période, les importations sont également en baisse de 17 %, soit moins de trois milliers de tonnes par rapport à l'an passé compensé par le recul de 5 % des exportations. Le disponible sur le marché est donc inférieur à celui de l'an passé de 27 % et de 19 % par rapport à la moyenne quinquennale. La demande est fluctuante sur le marché intérieur et à l'exportation. Tout comme l'an passé, des invendus ont été enregistrés. De fait, les fluctuations habituelles des prix du chou-fleur se vérifient encore cette année. Cependant, depuis le début de la campagne, la commercialisation du chou-fleur est restée malgré tout difficile avec des prix souvent en dessous de la moyenne quinquennale. En janvier, les prix reviennent au haut niveau de celui de l'an passé. Malgré tout, pour le moment, l'indicateur du chiffre d'affaires est estimé en net retrait (- 8 %) en lien avec la forte baisse de production jusqu'en décembre. Toutefois, si les prix élevés de janvier se maintiennent, la situation devrait s'améliorer.

Poireau : amélioration du marché à partir de l'automne

Les surfaces en poireau restent stables pour la campagne 2009/2010 avec une production en augmentation sur l'ensemble de la campagne (+ 4 %, soit 175 milliers de tonnes) et principalement depuis septembre.

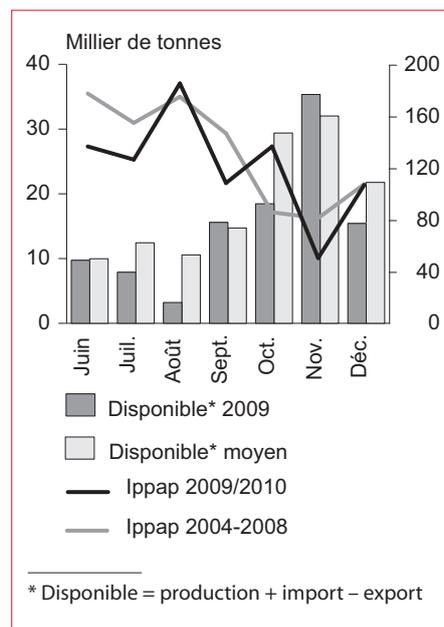
Jusqu'en septembre, la commercialisation du poireau a été difficile. Elle s'améliore depuis cet automne, soutenue par des mises en avant du produit et par une météo plus fraîche et donc plus appropriée à sa consommation, notamment en octobre. Les cours partis d'un niveau bas s'orientent à la hausse, pour atteindre le niveau de l'an passé et celui de la moyenne quinquennale. Le marché est resté compliqué subissant comme pour la quasi-totalité des légumes d'hiver un ralentissement de l'activité dans un contexte d'offre supérieure à celle de l'an passé, d'autant que la concurrence des produits en provenance de l'Europe du Nord s'active en octobre et novembre. Néanmoins, depuis septembre, les importations (17 milliers de

Carotte : net recul des prix et de l'indicateur de chiffre d'affaires



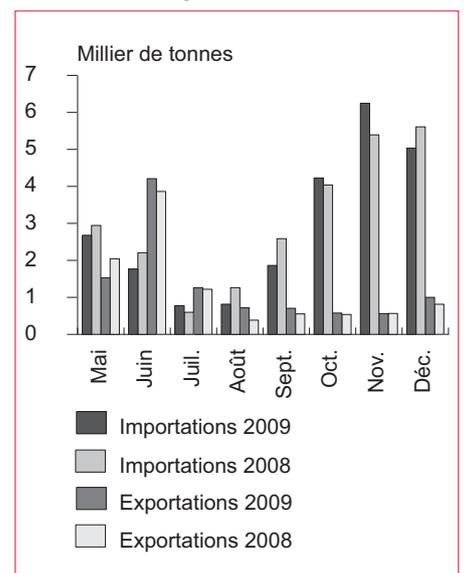
Sources : Agreste, FranceAgriMer

Chou-fleur : des prix qui réagissent aux disponibles



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes), Insee

Poireau : hausse des importations en octobre et novembre, concurrence plus vive



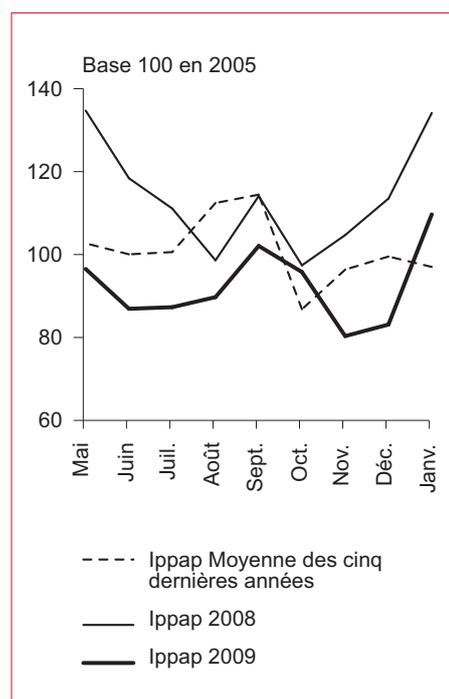
Source : DGDDI (Douanes)

tonnes) sont en repli de 1,4 %. Les exportations sur cette même période progressent de plus de 15 % mais restent minimales avec un volume de près de trois milliers de tonnes. La demande jugée calme a été suffisante pour assurer l'écoulement du produit, les prix ont toutefois augmenté modérément. En janvier, la vague de froid provoquant problèmes de livraisons et difficultés d'arrachage, a permis comme l'an passé une nette reprise des cours. Mais, globalement, la campagne de commercialisation du poireau est décevante particulièrement dans la première partie. Si cette hausse des prix tardive devait se maintenir jusqu'à la fin de la campagne, elle permettrait probablement au mieux de maintenir l'indicateur du chiffre d'affaires de l'an passé dont la campagne de commercialisation avait été mitigée.

Salade : elle ne fait pas recette

Les surfaces pour la production des salades d'hiver 7 422 ha diminuent encore cette année. Les surfaces en chicorée baissent de 2 % et celles des laitues de 3 %. La production de salades d'hiver, – 556 millions de têtes – baisse de 6 %. L'ensemble des variétés est concerné. La diminution des surfaces et les aléas climatiques,

Salade : campagne 2009/2010 décevante



Sources : Agreste, Insee

pluies abondantes et gel, ont limité la production.

La campagne de commercialisation de la salade d'hiver a débuté dans un contexte d'offre réduite. Très rapidement, la concurrence s'active dans un marché atone avec une demande discrète. Depuis novembre, les importations progressent de 6 %, complétant l'offre sur le marché. Celui-ci se trouve déséquilibré. Puis, en décembre et janvier avec une production limitée par la fraîcheur des températures et un marché à l'exportation qui s'anime, les prix augmentent mais tout juste suffisamment pour une sortie de crise conjoncturelle. Les cours sont restés bas en dessous de la moyenne quinquennale jusqu'en décembre. La vague de froid de janvier a provoqué une hausse des prix pour les légumes d'hiver dont a plutôt moins bien profité la salade. Malgré tout, les prix sont revenus dans la moyenne des cinq dernières années, sans toutefois rattraper le niveau de l'an passé à la même période (– 18 %). Cette hausse pourrait se poursuivre en février si le froid venait à durer. Cependant, l'écoulement du produit n'a été jusque-là préservé que par la faiblesse de l'offre et des prix plutôt bas car la demande est restée réservée. La campagne de la salade est décevante pour les deux variétés chicorée et laitue. Elle est assez mal valorisée par rapport à celle de l'an passé et la hausse des prix intervient trop tardivement pour inverser ce résultat. L'indicateur du chiffre d'affaires sera en retrait, en lien à la fois avec un volume de production réduit et des niveaux de prix peu élevés.

Endive : bonne tenue des prix pour une mini production

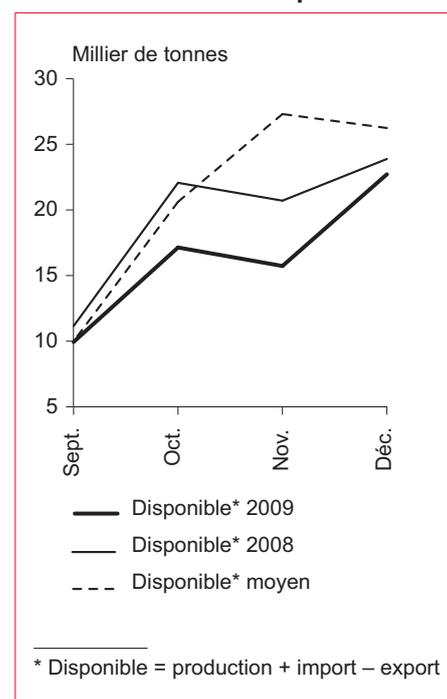
La production d'endive qui a débuté en septembre est estimée pour cette campagne 2009/2010 en net retrait par rapport à celle de l'an passé et devrait atteindre 180 milliers de tonnes, soit – 18 %. La culture de l'endive a toutefois la particularité de s'adapter à la demande par la mise en place du nombre de bacs de forçage approprié.

En ce début de campagne, les volumes exportés baissent nettement, de – 10 % par rapport à l'an passé sur ces

quatre premiers mois. Cette baisse s'inscrit dans la continuité de celle régulièrement observée depuis ces cinq dernières années (– 40 %). Les importations sont quant à elles depuis septembre en baisse de 14 % par rapport à l'an passé, mais en augmentation de 16 % par rapport à la moyenne quinquennale sur la même période. Les volumes mis en marché sont limités pour ces premiers mois de campagne.

Malgré cette offre réduite, dès le début de la campagne de commercialisation, des actions promotionnelles ont été organisées pour soutenir le marché. L'écoulement du produit a été préservé dans un marché assez difficile. Les prix sont parvenus à se maintenir à un niveau correct. L'arrivée de températures plus fraîches en novembre active la demande. Le marché s'améliore avec pour conséquence une nette progression des cours. Traditionnellement en décembre, la demande se fait moins pressante et se reporte sur les autres salades. Malgré des volumes inférieurs à ceux de l'an passé à la même période, des déstockages ont lieu vers l'industrie et des banques alimentaires. Les stocks permettront de répondre à une demande plutôt fluctuante fin décembre. Rapidement en

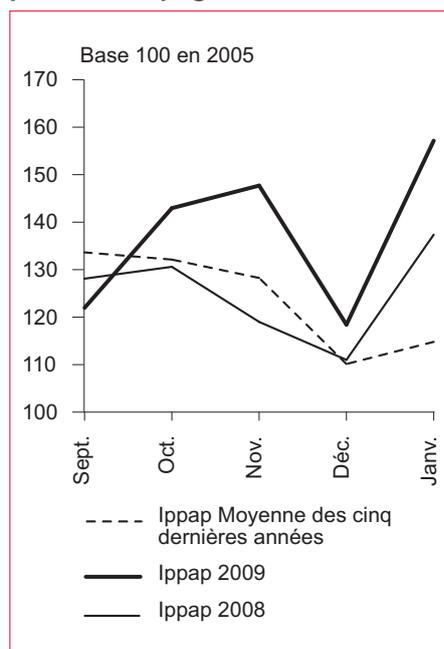
Endive : de faibles disponibilités



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

janvier, le déficit d'offre et l'habituelle reprise de la demande permettent aux cours de l'endive de se positionner à un niveau élevé (+ 14 % par rapport à celui déjà haut de l'an passé). Les intempéries en janvier ont ponctuellement perturbé le marché de l'endive, comme l'ensemble des autres salades, en rendant les approvisionnements difficiles. Le bilan des premiers mois de la campagne de commercialisation est plutôt correct. L'indicateur de chiffre d'affaires risque malgré tout d'être en retrait par rapport à celui de l'an passé du fait du net recul d'une production pourtant bien valorisée. En février, l'indicateur du chiffre d'affaires cumulé est estimé inférieur de 7 % par rapport à celui de l'an passé au même moment et de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale. Toutefois ce résultat est à relativiser en rapport avec la baisse des surfaces.

Bon niveau des prix de l'endive pour la campagne 2009/2010



Sources : Agreste, Insee, FranceAgriMer

Sources et définitions

Méthodologie

- Les données de la production des légumes frais et des légumes destinés à la transformation industrielle, sont extraites de la SAA. Le champ porte sur la culture nationale des légumes suivants : artichauts, asperges, céleris-branches, choux-fleurs, choux à choucroute, endives, poireaux, épinards, chicorées frisées et scaroles, laitues, persil, concombres, courgettes, melons, tomates, ail, carottes, céleris raves, navets potagers, oignons, radis, salsifis et scorsonères, petits pois, haricots à écosser et demi-secs, haricots verts.
- Pour analyser le commerce extérieur en légumes frais et en légumes transformés, ont été étudiés principalement les postes des codes douaniers NC8 des postes de la nomenclature harmonisée SH2, postes '07' et '20', qui concernent la première transformation des légumes. Ont été exclus du champ des légumes les olives, les poivrons et piments utilisés dans l'industrie non alimentaire, les jets de bambou, les betteraves, mais ont été inclus les melons (SH '08').
- Ne sont pas pris en compte les plats préparés à base de légumes y compris pommes de terre, les soupes et potages, car la part des légumes ne peut pas être distinguée, ainsi que la sauce tomate.
- Toutes les formes de cultures ne sont pas comprises dans la SAA ; les deux champs qui ont servi de cadre à l'analyse, ne sont donc pas identiques, mais s'articulent assez bien et présentent un bon cadre général.
- Les données en volume du commerce extérieur de légumes transformés ont été converties en légumes bruts à l'aide des coefficients fournis par l'Unilet et l'Adepale en ce qui concerne les conserves ; pour les surgelés, le coefficient est 1 selon les recommandations de l'Unilet ; pour les légumes déshydratés le coefficient est 6, soit par analogie le coefficient moyen proposé par Eurostat pour les fruits séchés.

Définitions

- Disponible = Taux d'auto-provisionnement = Production / (Production + Importations - Exportations)
- Indicateur du chiffre d'affaires = Prix moyen calculé * Production estimée / 100 000

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Ippap : Insee
- Cotations : FranceAgriMer - SNM (Service des Nouvelles des Marchés)
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Légumes » pour les données chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- les Infos rapides « Carotte », « Chicorée », « Chou-Fleur », « Concombre », « Courgette », « Endive », « Laitue », « Melon », « Poireau », « Tomate »
- « 2009 : l'année des difficultés pour les légumes d'été », Synthèse Légumes n° 2009/91, octobre 2009
- « Légumes d'hiver : le froid hivernal fait grimper les prix », Synthèse Légumes n° 2009/75, juin 2009
- « Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver », Synthèse Légumes n° 2009/64, mars 2009
- « Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production », Synthèse Légumes n° 2009/47, octobre 2008
- « Campagne moyenne pour les légumes d'hiver », Synthèse Légumes n° 2009/77, juin 2008
- « Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008 », Synthèse Légumes n° 2009/17, avril 2008
- « Le déficit des échanges de légumes frais continue de se creuser en 2007 », Synthèse Légumes n° 2009/12, mars 2008

[Retour éditorial](#)

Marchés viticoles : des signes encourageants à confirmer

Les dernières estimations de récolte disponibles font état d'une hausse de la production de vins en 2009, mais celle-ci reste toutefois inférieure à la production moyenne des années 2004-2008. Par ailleurs, vu le faible niveau des stocks, les disponibilités de vins AOP n'augmentent que légèrement et celles des autres vins diminuent. Les premiers signes attestant d'une interruption de la baisse des demandes intérieure et extérieure sont encourageants pour la fin de la campagne de commercialisation 2009/2010. L'évolution des exportations de vins AOP devient moins défavorable mais l'incertitude demeure sur le rattrapage du rythme moyen antérieur. Le prix moyen des vins reste dans l'ensemble en repli mais les deux derniers mois ont été plus favorables, en particulier pour les vins sans indication géographique rouges et rosés.

En 2009, les disponibilités de vins AOP français augmentent légèrement

Les résultats de la Statistique agricole provisoire confirment la hausse de la récolte viticole en 2009. La production totale de vins atteint 46 millions d'hectolitres (Mhl), soit + 8,5 % par rapport à 2008. Seule la production de vins avec indication géographique protégée (IGP) diminue et dépasse tout juste 12 Mhl (- 2,6 %). Pour les autres types de vins, la production 2009 augmente nettement par rapport à 2008 (+ 9,7 % pour les appellations d'origine

protégée (AOP) et + 6,7 % pour les vins à eaux de vie).

Les disponibilités de vins de consommation courante (IGP et sans IG) diminuent de près de 4 %. Cela favorise une reprise du prix moyen des vins rouges et rosés sur les sept premiers mois de campagne 2009/2010 (+ 0,4 % par rapport à 2008/2009).

Les disponibilités de vins AOP augmentent de 1 % par rapport à 2008 et reviennent au niveau moyen des années 2004-2008. Avec des demandes intérieure et extérieure peu dyna-

miques en début de campagne, la hausse des disponibilités pèse sur le niveau des prix des premiers mois de campagne. La fin de l'année 2009, et l'arrivée sur le marché du millésime 2009 jugé favorablement par les experts viticoles, dynamise les ventes et les exportations.

Évolution plus favorable de la demande

Concernant les volumes de ventes en vrac, la fin de l'année 2009 marque un retour aux achats des opérateurs de marché, selon FranceAgriMer. Sur les

sept premiers mois de la campagne 2009/2010, le total des ventes en vrac de vins – vins sans IG et vins IGP – s'accroît nettement par rapport au faible niveau de 2008/2009 (+ 11 %). Mais il faut relativiser cette reprise car les volumes sont inférieurs à la moyenne des cinq dernières campagnes (– 3 %).

Pour les vins IGP, les ventes reprennent après un début de campagne difficile. Sur les sept premiers mois de la campagne 2009/2010, la progression est plus forte pour les vins IGP que pour les vins sans IG (respectivement + 13 % et + 8 % par rapport à 2008/2009). Les ventes de vins IGP rouges et rosés sont plus dynamiques que lors de la dernière campagne. Elles dépassent le niveau moyen des cinq dernières campagnes (+ 15 %).

La demande intérieure reprend, d'après les données de consommation taxée publiées par les Douanes. En cumul des quatre premiers mois de campagne 2009/2010, la consommation intérieure de vins augmente nettement par rapport à 2008/2009 (+ 7 %) et se rapproche de la moyenne des cinq dernières campagnes (– 3 %).

Pour les vins AOP, la reprise de la consommation est très nette par rapport à 2008/2009 (+ 9 %). Pour les autres vins, la hausse est légèrement inférieure (+ 5 %), ce qui ne permet pas de rattraper l'écart à la moyenne plus important des cinq dernières campagnes (– 6 %).

La consommation intérieure de vins repart à la hausse par rapport à la dernière campagne qui fut peu dynamique, mais ce mouvement de reprise demande à être confirmé au cours des prochains mois.

Ralentissement du repli des exportations

Sur les marchés extérieurs, la demande de la fin 2009 et du début 2010 réduit la baisse des exportations de vins français. En cumul sur les deux derniers mois de l'année, les volumes exportés de vins d'appellation progressent par rapport à 2008 (+ 4 %). Le mois de novembre reste toutefois assez éloigné des résultats enregistrés lors des cinq dernières campagnes.

La tendance de décembre laisse espérer une campagne d'exportations positive pour les vins d'appellation.

En cumul sur les cinq premiers mois de campagne, les volumes d'exportations de vins d'appellation français se replient encore mais à un rythme inférieur à celui de 2008/2009 (– 5 % par rapport à 2008/2009 contre – 13 % en 2008/2009 par rapport à 2007/2008). Seuls les vins AOP de Bordeaux et de Côtes-du-Rhône subissent à des replis de plus de 10 % par rapport à 2008/2009. Les appellations de Languedoc-Roussillon bénéficient quant à elles d'une reprise des volumes exportés (+ 18 % par rapport à 2008/2009).

Les volumes exportés de champagnes reculent également à un rythme ralenti, ce qui laisse entrevoir une seconde partie de campagne plus favorable (– 6 % par rapport à 2008/2009 contre – 12 % en 2008/2009 pour la même période).

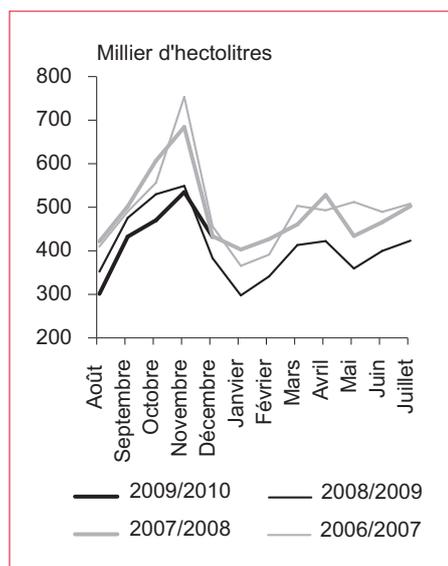
La conjoncture économique mondiale des prochains mois sera déterminante pour stabiliser les exportations françaises de vins. Pour l'heure, l'évolution récente de la demande mondiale en vins français est plus porteuse que celle de la campagne 2008/2009.

Fin de la chute des prix des appellations d'origine protégée

La demande légèrement plus porteuse permet une stabilisation de la baisse des prix. Sur les sept premiers mois de la campagne 2009/2010, le prix moyen des vins sans IG rouges et rosés s'accroît nettement (+ 7 % par rapport à 2008/2009). Le prix moyen des vins IGP rouges et rosés reste en léger repli par rapport à 2008/2009 (– 2 %).

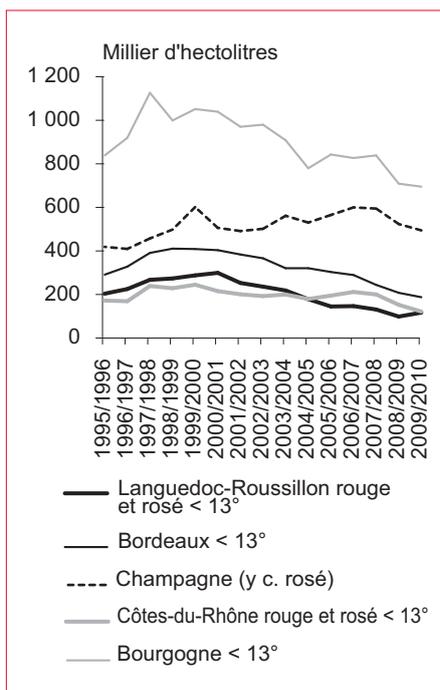
Pour les vins blancs, l'évolution des prix reste moins favorable même s'ils se situent à un niveau nettement supérieur à celui des vins rouges et rosés. Par ailleurs, le recul de leurs prix est en partie lié à des prix atypiques en août 2008 pour les vins IGP blancs et en novembre 2009 pour les vins sans IG blancs. Pour les vins IGP, le recul atteint 5 % et, pour les vins sans IG, le repli est plus important (– 8 %).

En décembre 2009, les exportations de vins d'appellation proches du niveau de 2007



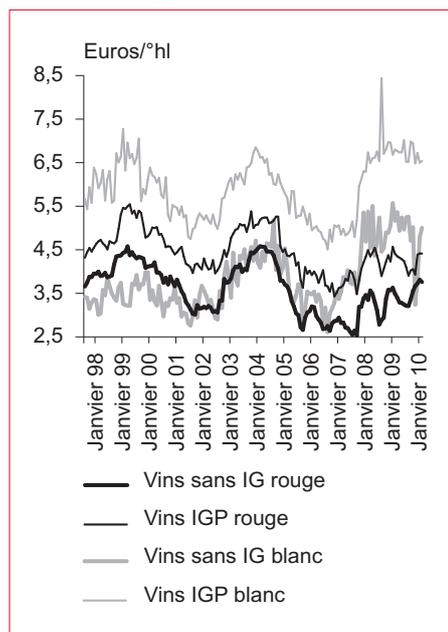
Source : DGDDI (Douanes)

La baisse des volumes exportés de vins de Bordeaux et Bourgogne ralentit



Source : DGDDI (Douanes)

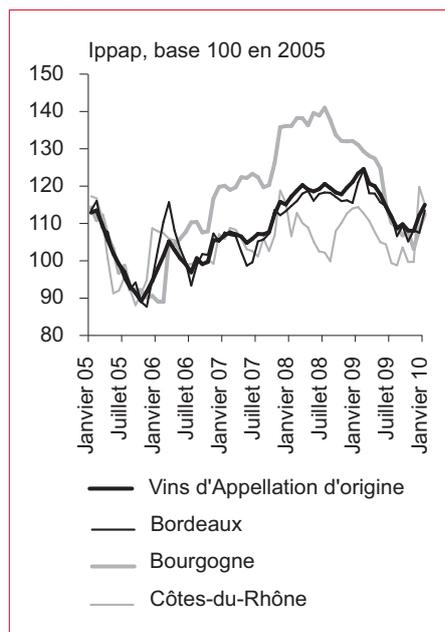
Hausse des prix des vins sans IG rouges



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achat

Pour les vins AOP, les prix de janvier plus élevés que la moyenne des cinq dernières années (+ 3 % selon l'indice

Interruption de la baisse des prix des AOP



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achat

des prix des produits agricoles à la production). La chute des prix, ayant débuté dans la deuxième partie de la

campagne 2008/2009, s'est interrompue depuis décembre 2009. Le changement de millésime expliquerait en partie ce changement de tendance. En effet, le millésime 2009 reconnu de qualité excellente voire exceptionnelle par les experts du secteur, apporte un nouveau dynamisme aux évolutions de prix.

Mais ce mouvement n'est pas encore suffisant pour atténuer le recul des premiers mois de la campagne 2009/2010. Sur les six premiers mois de la campagne 2009/2010, le prix moyen à la production baisse de 8 % par rapport à 2008/2009. La tendance au repli par rapport à 2008/2009 est encore très nette pour les appellations de Bourgogne (- 19 %) et de Bordeaux (- 8 %). En Languedoc et dans les Côtes-du-Rhône, les prix à la production se maintiennent davantage (respectivement + 2 % et - 3 % par rapport à 2008/2009).

Sources et définitions

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par FranceAgriMer sur www.onivins.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).
- À partir des vendanges 2009, tous les vins européens sont classés dans deux nouvelles catégories : les vins avec et sans indication géographique. Les vins avec indication géographique regroupent les vins d'appellation contrôlée (AOC) et les vins de pays actuels sous de nouvelles dénominations Appellation d'origine protégée (AOP) et Indication géographique protégée (IGP). Les vins sans indication géographique rassemblent les vins de table qui peuvent étiqueter leur cépage et leur millésime.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Vive concurrence pour les exportations de vins dans le monde », Synthèse Viticulture n° 2009/97, janvier 2009
- « La campagne viticole 2009/2010 démarre difficilement », Synthèse Viticulture n° 2009/97, décembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 47,3 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 5, novembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 47 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 4, octobre 2009
- « Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé », Synthèse Viticulture n° 2009/84, septembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 48 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 3, septembre 2009

[Retour éditorial](#)

Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet

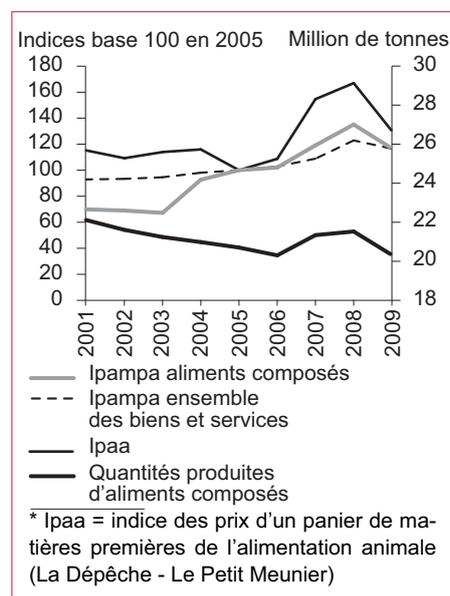
Le repli de la production d'aliments composés en 2009 constitue un retour à la normale après deux années très favorables. La modération de la hausse des prix des aliments composés durant l'envolée des prix des matières premières agricoles en 2007 et 2008 a favorisé un recours accru des éleveurs à ces produits, au détriment de la fabrication d'aliments à la ferme. La demande d'aliments pour vaches laitières, qui a permis aux producteurs de lait d'amplifier leur production lorsque le marché était favorable, retourne à la normale. Elle se maintient cependant à un bon niveau, traduisant l'intensification de la production laitière. La production d'aliments pour les autres bovins et celle pour les porcins sont fortement orientées à la baisse. Seule la production d'aliments pour les poulets s'accroît, entraînée par la bonne tenue de ce type d'élevage.

Baisse simultanée des quantités et des prix en 2009

Le volume de la production d'aliments composés s'est rétracté de façon régulière de 2002 à 2006. La reprise qui marque les années 2007 et 2008 (+ 5 % et + 1 %) prend fin en 2009. En baisse de 6 %, la production de 2009 atteint un niveau comparable à celui de 2006.

Le redressement de la production en 2007 et 2008 s'explique en premier lieu par la forte demande en aliments concentrés venant des producteurs de lait. Ceux-ci s'efforçaient de maximiser leur production, pour bénéficier du prix de vente élevé du lait. Ils ont reporté les réformes de vaches laitières et ont augmenté les rations d'aliments concentrés de leurs animaux en production.

Les prix des aliments composés suivent en l'amortissant l'envolée des prix des matières premières de 2007 et 2008



Sources : Coop de France-Snia, La Dépêche - Le Petit Meunier, Insee, Agreste

Le deuxième facteur d'explication des bons résultats de 2007 et 2008 réside dans la flambée des prix des matières premières de l'alimentation animale de l'automne 2007 à l'été 2008. Les prix d'achat des aliments composés suivent en les amortissant les hausses des cours des matières premières. La modération de la hausse du prix d'achat des aliments composés (+ 17 % en 2007, + 32 % en 2008 par rapport à 2006) comparée à celle du prix des matières premières (+ 42 % en 2007 et + 53 % en 2008) encourage un gonflement de la demande d'aliments composés. Il est en effet plus intéressant pour l'agriculteur d'acheter des aliments composés pour nourrir ses animaux que de fabriquer son propre aliment. La fabrication d'aliments à la ferme diminue donc vraisemblablement en 2007-2008 et reprend en 2009 lorsque les prix des matières premières ont chuté.

Essor spectaculaire de l'aliment pour vaches laitières en 2007 et 2008

La production d'aliments pour vaches laitières augmente de 11 % en 2007 et de 12 % en 2008. L'accroissement de la collecte de lait est plus modeste, seulement + 0,3 % en 2007 et + 3,6 % en 2008. En 2009, la production d'aliments baisse de 8 % et la collecte de lait de 4,1 %.

Malgré sa baisse en 2009, qui apparaît comme un retour vers la normale, la production d'aliments pour vaches laitières reste à un niveau élevé, 12 % plus haut que ce qu'elle était au début de 2007. Elle est soutenue par l'intensification progressive de la production laitière.

Les éleveurs d'herbivores modèrent leurs achats

L'accroissement de production d'aliments pour les bovins autres que les vaches laitières est lui aussi important de 2005 à 2007, avec un pic de + 10 % en un an en 2006, alors que la production de bovins suit une tendance à la baisse (- 1 % par an en

moyenne sur cette période). Cet essor de la consommation traduit une évolution dans l'alimentation des bovins, avec un recours accru aux aliments composés, dont le mash (cf. sources et définitions), permettant de compenser les mauvais rendements en herbe des années 2005 et 2006. Les difficultés d'écoulement de la production de brouards et de jeunes bovins fin 2007 et durant la première moitié de 2008, liées à la crise sanitaire de la fièvre catarrhale ovine, provoquent aussi un supplément d'animaux à nourrir à la ferme.

Le retournement de tendance en 2008 (stabilité) et 2009 (- 15 %) peut refléter une tendance à plus de sobriété en intrants, face aux difficultés de l'élevage. Il est probable que la part de l'herbe regagne du terrain, grâce à la bonne production fourragère en 2007, en 2008, et dans la première moitié de 2009. De plus, avec le retour à des prix des céréales bas, il devient plus intéressant d'utiliser, en complément de l'herbe, des matières premières produites ou achetées à la ferme.

Des tendances similaires apparaissent pour les aliments pour ovins-caprins.

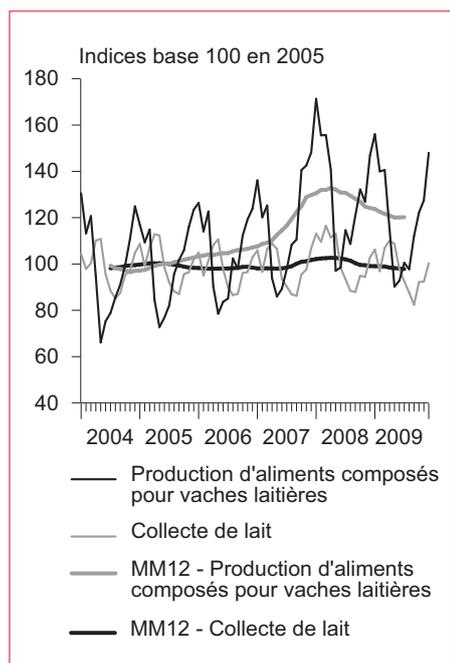
L'essor des quantités de 2005 à 2007, alors que la production d'animaux est à la baisse, reflète l'intensification de l'élevage, et un recours réduit aux aliments de ferme. En 2008 et 2009, la production d'ovins s'effondre (-9 % par an), traduisant les difficultés de la filière des ovins pour la viande. L'effectif de brebis allaitantes diminue régulièrement, alors que le cheptel de brebis laitières se maintient. En 2000, il y avait quatre brebis allaitantes pour une brebis laitière, en 2008 il n'y en a plus que trois.

La production d'aliments pour ovins-caprins ne baisse que de 2 % en 2008 et de 1 % en 2009, soutenue par la meilleure santé de l'élevage ovin pour le lait et surtout de l'élevage caprin.

Chute marquée de l'alimentation composée des porcins

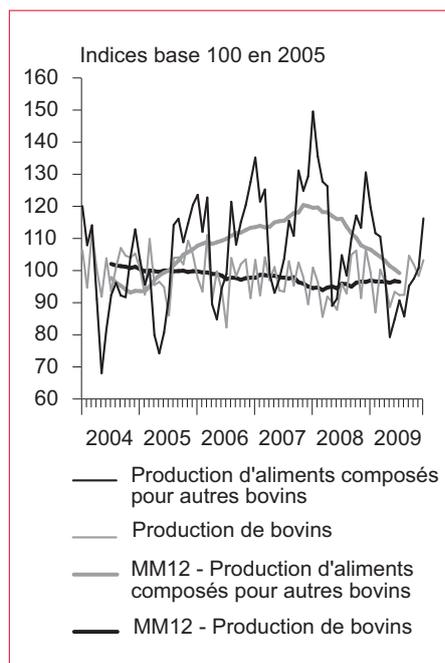
Après avoir été presque stable en 2005 et 2006, la production de porcins augmente de 2 % en 2007, puis descend de 1 % en 2008 et 2009. La production d'aliments pour porcins évolue plus fortement à la hausse en 2007 (+ 3 %) puis à la baisse (- 2 % en 2008, - 6 % en 2009).

Fort accroissement de l'alimentation des vaches laitières en 2007 et 2008



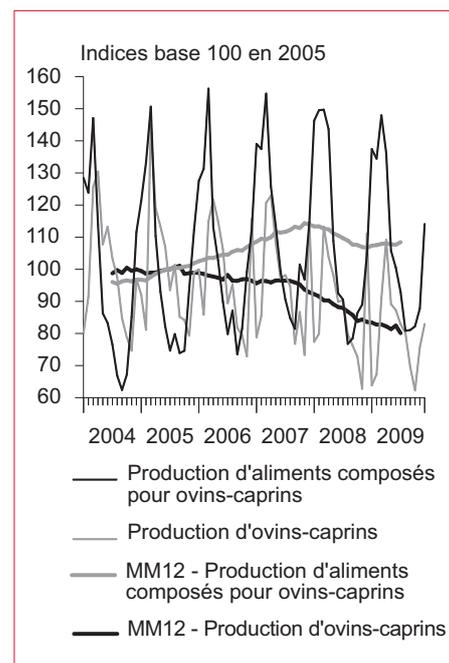
Sources : Coop de France-Snia, Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP

Chute de l'alimentation composée des autres bovins



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

La baisse de l'alimentation composée des ovins-caprins s'arrête fin 2008



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

La flambée des cours des matières premières qui survient en 2007 et 2008 favorise un plus grand recours ponctuel aux achats d'aliments composés au détriment de la fabrication d'aliments à la ferme à partir de matières premières produites ou achetées. L'augmentation du prix d'achat des aliments composés pour porcins est en effet sensible (+ 21 % en 2007) mais paraît modérée au regard de l'envolée des prix des matières premières de l'alimentation animale (+ 42 % en 2007 selon l'Ipaa). En 2009, le bas niveau des prix des céréales et le souci de réduire le coût des intrants ont pu inciter les producteurs de porcs à développer à nouveau la fabrication d'aliments à la ferme au détriment de l'achat d'aliments industriels.

La fabrication d'aliments à la ferme est traditionnellement développée dans l'élevage porcin. L'enquête de 1996 sur l'alimentation à la ferme et l'enquête cheptel porcine de 2004 permettent d'évaluer son importance. En 2004, près de 30 % des éleveurs utilisent leurs récoltes pour élaborer l'alimentation de leur cheptel. S'y ajoutent 3 % d'éleveurs fabriquant leurs aliments à la ferme avec des matières premières

achetées. Le recours à la fabrication à la ferme concerne surtout les grands élevages. Le volume d'aliments fabriqués à la ferme était en 1996 d'un quart de l'aliment consommé. Il est probable que la tendance au développement de la fabrication à la ferme, interrompu en 2007-2008, se prolonge après 2009.

Les aliments pour la volaille baissent aussi...

La production de volaille a baissé en 2006 (- 9 %) à la suite de la crise provoquée par l'influenza aviaire. Elle s'est redressée en 2007 (+ 4 %), mais sans retrouver son niveau de 2005. La production d'aliments pour volaille suit ces fluctuations. Mais elle baisse moins que la production de volaille en 2006 (- 5 %), et retrouve en 2007 son niveau de 2005.

En raison de la forte intégration de la filière avicole, l'aliment acheté ou produit à la ferme a une importance réduite. D'après l'enquête aviculture de 2004, 92 % de l'alimentation des volailles sont des aliments complets ou complémentaires, et 8 % sont des aliments achetés ou produits à la ferme. On observe donc dans l'avi-

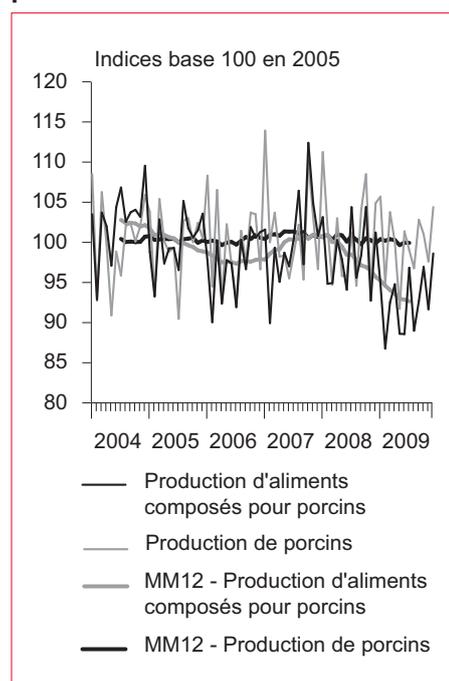
culture des évolutions parallèles de la production d'aliments et de la production de volaille, avec un profil différent selon le type de volaille.

La baisse de la production d'aliments est régulière pour la dinde (- 7 % par an en moyenne entre 2004 et 2009) dans le sillage de celle de la production. D'importance moindre, le secteur de la pintade suit aussi une tendance à la baisse moins marquée que pour la dinde (- 2 % par an en moyenne entre 2004 et 2008), mais se redresse en 2009 (+ 3 %). La chute de la production d'aliments pour palmipèdes (- 10 % en 2009) accompagne la baisse de la production de canards.

... sauf les aliments pour le poulet

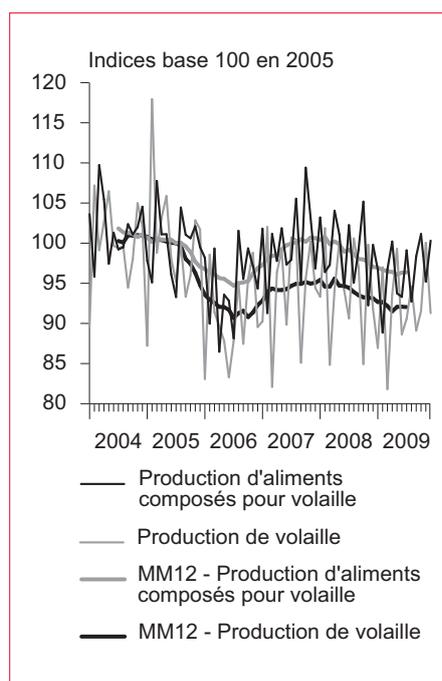
En revanche, les ventes d'aliments pour poulets sont par contre en expansion (+ 2 % en 2009). Elles répondent au développement de la production de poulet (+ 1 % en 2009). Le poulet bénéficie d'un report de consommation au détriment de la viande rouge. En 2009, la consommation totale de poulet - calculée par bilan - a augmenté de 4 % et, d'après le panel TNS, les achats des ménages pour leur consommation directe se seraient élevés de 3 %.

La production d'aliments pour porcins chute fortement en 2009



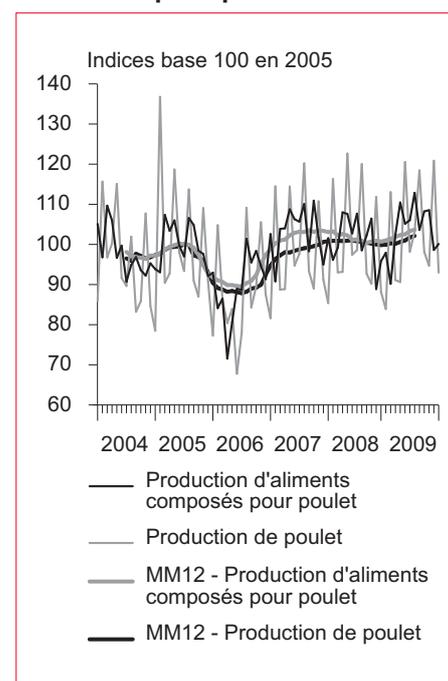
Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Depuis 2007, l'alimentation et la production de volailles évoluent de concert



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Reprise en 2009 de la production d'aliments pour poulets



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Sources et définitions

- Production française d'aliments composés : Coop de France-nutrition animale - Snia, enquête mensuelle auprès des entreprises produisant plus de 30 000 tonnes. La production de mash est incluse dans les aliments pour bovins. Le mash est un aliment concentré correspondant à un mélange de matières premières grossièrement broyées, qui vient en substitution de plusieurs aliments simples.
- Indicateur Ipaal (Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale) : La dépêche - Le Petit Meunier
- Ipampa base 100 en 2005 : Insee, Agreste
- Production des animaux de boucherie : production indigène contrôlée (Pic) en tonne - équivalent-carcasse
- Production de volaille : production totale
- Enquête mensuelle laitière unifiée : FranceAgriMer/SSP
- MM12 : moyenne mobile sur 12 mois, permettant de supprimer l'effet saisonnier
- La consommation calculée par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés ou à la restauration.
- TNS World Panel : les achats de consommation observés reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Moyens de production » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Le coût de l'alimentation animale s'alourdit », Synthèse Moyens de production, novembre 2007

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée

ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MBS : marge brute standard
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
MS : matière sèche
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- **Le site Agreste de la statistique agricole** : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- **Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés** : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA)** : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2010

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr